

TABLE DES MATIERES

REMERCIEMENT	
TABLE DES MATIERES	
INTRODUCTION.....	1
Partie I : APPROCHE THEORIQUE DES POLITIQUES PUBLIQUES.....	2
Partie préliminaire : PRD Itasy.....	3
Chapitre I : ANALYSE DES POLITIQUES PUBLIQUES.....	4
Section 1 : Définition et leurs problèmes posés.....	4
Section 2 : Théorie de l'action publique : nouvelles approches.....	11
Section 3 : Théorie des organisations.....	13
Chapitre II : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL.....	15
Section 1 : Moyens du développement.....	15
Section 2 : Stratégie du développement économique.....	17
Section 3 : Théorie de la décentralisation locale.....	23
Chapitre III : PRESENTATION DE LA POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT D'ITASY.....	24
Section 1 : Désenclavement physique et social de la région.....	24
Section 2 : Promotion d'une croissance économique à grande échelle.....	27
Section 3 : Instauration d'une politique régionale d'administration.....	29
Partie II : ORIENTATIONS REELLES DU PRD D'ITASY.....	31
Chapitre I : ANALYSE DE LA POLITIQUE GENERALE DU PRD D'ITASY.....	32
Section 1 : Introduction et Contexte.....	32
Section 2 : Potentialités économiques de la Région.....	34
Section 3 : Mise en œuvre et contenu des DSRP : Portée et limites.....	44
Chapitre II : ORIENTATION DU PRD DANS L'AGRICULTURE : PRDR.....	45
Section 1 : Axes stratégiques du développement rural.....	45
Section 2 : Stratégie du développement local et régional.....	49
CONCLUSION.....	52
ACRONYME	
BIBLIOGRAPHIE	
RESUME ANALYTIQUE	

INTRODUCTION

Comme beaucoup de disciplines scientifiques nouvelles, l'analyse des politiques publiques se situe au carrefour de savoir déjà établis auxquels elle emprunte ses principaux concepts. C'est ainsi que le droit, l'économie, la sociologie ou la psychologie sont tour à tour sollicités. Mais en tant que science de l'Etat en action¹, elle est aussi la branche la plus récente de la science politique.

Dans le contexte actuel de la mise en place des Régions en tant que Collectivités Territoriales Décentralisées, le déclenchement des dynamiques sociales et économiques ne pourrait s'opérer de façon efficace et efficiente qu'avec une bonne préparation des inputs et outils préalables de management de l'espace régional.

A cet effet, l'élaboration d'un plan de développement, conçu pour et par la Région elle-même ainsi que ses acteurs de l'espace de façon à répondre au mieux aux exigences d'un développement rapide et durable, s'avèrerait de prime abord indispensable.

Un tel plan, dénommé Plan Régional de Développement ou PRD, est matérialisé par le présent ouvrage. C'est un cadre de conception, de définition et d'orientation des stratégies et des programmes de croissance : l'outil des Responsables régionaux.

A l'instar des autres Régions de Madagascar, l'ITASY, par l'élaboration de son PRD, amorce un tournant décisif pour son « décollage économique ». Rien ne semble assombrir l'horizon de demain puisque les actions définies dans ce plan sont le fruit d'une démarche participative, c'est-à-dire ressenties et consenties par les populations concernées elles-mêmes.

¹ Cf. B. Jobert et P. Muller. L'Etat en action. Corporatismes et politiques publiques, Paris, PUF, coll. « Recherches politiques », 1987. De nombreux développements présentés ici trouvent leur source dans cet ouvrage et, d'une façon plus générale, dans les travaux que nous avons réalisés avec Bruno Jobert.

Partie I :

APPROCHE THEORIQUE DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DU DEVELOPPEMENT

Partie préliminaire : PRD d'Itasy

La vision pour Madagascar et ses Régions : MADAGASCAR NATURELLEMENT » et surtout la réalisation du Madagascar Action Plan (MAP), qui est une stratégie de développement. Cette vision nous a permis d'identifier et de consolider les atouts et les potentiels socio-économiques de la Région ITASY, avec la nécessité absolue du renforcement des liens avec le monde rural, pour la réduction de la pauvreté.

Et comme la Région, composée de 51 Communes, a pour vocation agricole d'assurer le développement économique et social dans son ressort territorial, de coordonner et d'intégrer les actions de développement initiées à la base, nous sollicitons vivement toutes les composantes de la population à participer de façon efficace et équitable au processus de développement à tous les niveaux afin que la situation de notre Région soit plus favorable. Cela nécessite une mobilisation générale pour rendre plus efficace le processus de développement. Conjointement, la coopération inter régionale doit être impérativement renforcée.

Au-delà des pures visions conceptuelles, il faut également et surtout pouvoir traduire le développement régional en termes d'actions. Le développement rapide et durable, que nous nous attelons à réaliser, impose, à tout un chacun, le courage de se rendre à l'évidence et d'avoir l'audace de s'engager et d'innover.

Avec la ferme volonté de dépasser le stade d'actions dispersées et ponctuelles, la Région ITASY a pris comme option l'élaboration de ce Plan Régional de Développement dans le but de mieux structurer et coordonner les actions.

CHAPITRE I : ANALYSE DES POLITIQUES PUBLIQUES

Section 1 : Définition et leurs problèmes posés

L'Etat est, sans conteste, le phénomène politique dominant du XXème siècle, l'aboutissement d'un lent mouvement d'extension des structures et des prérogatives étatiques amorcées avec le basculement de la féodalité vers la modernité. Revendiquant peu à peu avec succès une gamme de plus en plus élargie des fonctions sociales, l'Etat s'est ainsi constitué par une forme de loi du monopole autour d'un appareil bureaucratique chargé de missions de plus en plus complexes de régulation sociale.

La première difficulté à laquelle se heurte l'analyste des politiques publiques est le caractère polysémique du terme « politique ». Les choses sont plus simples pour les autres auteurs, puisqu'ils disposent de mot différent pour désigner ce que le français réunit sous la notion de politique. Ce terme, en effet, recouvre à la fois la sphère politique, l'activité politique et l'action publique. La première fait la distinction entre le monde de la politique et la société civile, la frontière entre les deux, toujours floue, pouvant d'ailleurs varier selon les lieux et les époques ; la seconde désigne l'activité politique en général, le débat partisan, les diverses formes de mobilisation ; la troisième acception, enfin, le processus par lequel sont élaborés et mis en place des programmes d'action publique, c'est-à-dire des dispositifs politico-administratifs coordonnés en principe autour d'objectifs explicites.

Etudier l'action publique, c'est se situer principalement dans le cadre de la troisième acception, celle de l'action publique. Ce qui ne veut pas dire, évidemment, que les autres dimensions devront être ignorées, et en particulier la dimension de la compétition politique. Simplement, mettre l'accent sur l'action publique plutôt que sur la compétition politique constitue un angle d'attaque différent de l'approche politologique classique, parce que l'activité politique y est d'abord analysée du point de vue de ses *outcomes* plutôt que de privilégier ses *inputs*².

² Lacasse, Thoenig, "inputs" 1996 p.18

Par là même, l'analyse des politiques publiques ne procède pas, à proprement parler, à un découpage de la sphère politique, certaines activités étant privilégiées et d'autres mises de côté. Le propre de l'analyse des politiques est de porter un regard différent sur l'action publique dans son ensemble en se plaçant du point de vue de ce qui est devenu le centre de gravité de la sphère politique, à savoir la mise en place des politiques publiques.

Une politique publique est un construit social et un construit de recherche

Nous avons tous, intuitivement, une idée de ce que peut être une politique publique. Cependant l'on découvrira rapidement que l'action du ministère de l'environnement ne se limite pas à la production de textes, et qu'une simple déclaration mettant en cause, par exemple, telle ou telle catégorie de « pollueur », constitue un acte fort qui peut avoir un impact politique et social non négligeable. Dans le même temps, il peut exister des politiques en l'absence d'une structure ministérielle spécialisée : les politiques de l'environnement existaient, la question de leur dénomination restant posée. Surtout, lorsqu'on s'aperçoit très vite que son action ne recouvre pas la totalité du domaine dont il est responsable : ainsi la plupart des administrations, à un moment où un autre, mettent en œuvre des actions qui concernent, parfois très directement, le champ de l'environnement.

Tout ceci montre que, contrairement aux apparences, l'opération qui consiste à délimiter les « frontières » d'une politique publique est toujours un peu hasardeuse, les contours d'une politique ne devant pas être considérés comme un « donné ». Au contraire, ils sont toujours susceptibles d'être mis en question, à travers un processus constant de redéfinition de la structure, et donc des limites des champs politiques. Pour autant, s'il est impératif d'être conscient du caractère construit et évolutif des politiques publiques, il ne faut pas pour autant faire de cette question de repérage des politiques publiques l'enjeu unique de la recherche, comme l'on a trop souvent tendance à le faire lorsque l'on aborde l'étude d'un domaine d'action publique. Ainsi, il est probablement inutile de se demander indéfiniment si la politique de l'environnement ou la politique agricole « existent » et quelles en sont les frontières : mieux vaut se donner un objet de recherche plus modeste, qui permettra, à l'occasion, de s'interroger sur les mécanismes de construction de l'action publique

dans ces secteurs. A partir de là, il ne faut pas s'étonner de la difficulté que l'on rencontre pour définir ce qu'est une politique publique.

Une politique publique construit un cadre normatif d'action

Une politique publique est d'abord constituée par un ensemble de mesures concrètes qui constituent la substance « visible » de la politique. Cette substance peut être constituée de ressources : financières (les crédits affectés aux ministères), intellectuelles (l'expertise que les acteurs des politiques sont capables de mobiliser), réglementaires (le fait d'élaborer une nouvelle réglementation constitue une ressource nouvelle pour les décideurs), matérielles. Elle est aussi constituée de « produits », c'est-à-dire d'outputs réglementaires, financiers, physiques. Prenons un exemple avec l'ensemble des décisions, mesures et actions de l'Etat en matière de sécurité routière, qui constitue un véritable inventaire à la Pérvet. Celle-ci comporte en effet une multitude de textes réglementaire en matière de circulation routière, l'action quotidienne des forces de police et de gendarmerie pour faire respecter le code de la route, des programmes spécifiques pourtant sur la lutte contre l'alcoolisme au volant, des actions d'information dans les écoles.

On le voit, toutes ces décisions et actions constituent un ensemble extrêmement hétéroclite mettant en jeu de nombreux acteurs appartenant à de multiples organisations, publiques ou privées et intervenant à divers niveaux. La question qui se pose alors est celle de la cohérence de ces différents éléments. En effet, s'il est à peu près certain qu'une mesure isolée ne constitue pas une politique publique, qu'en est-il lorsque l'on est en présence d'un ensemble de mesures sans lien apparent entre elles ?

Plusieurs modes de césure possibles se trouvent dans la littérature. Les premiers travaux de l'analyse des politiques publiques s'appuyèrent d'abord sur les découpages canoniques hérités du droit et de la science administrative. Dans cette perspective traditionnelle, les politiques publiques se trouvaient délimitées selon leur inscription dans un territoire donné et/ou un secteur socio-économique, cette dernière notion devenant peu à peu le principal mode de distinction. Elle présentait en effet l'intérêt d'établir une correspondance entre les découpages ministériels de

l'action de l'Etat et le traitement de problèmes caractéristiques d'espaces sociaux différenciés par leurs activités propre, héritées de la division progressive du travail social. L'analyse des politiques publiques se ramenait dès lors à l'étude de l'action publique dans des sphères distinctes, industrielles, sociales, culturelles ... De nature essentiellement descriptive, ce découpage laissait cependant de côté certains problèmes importants. Ainsi, ce mode de différenciation ne permettait pas d'interroger la nature évolutive des liens entre acteurs publics et privés, ou encore le problème de la cohérence de l'action de l'Etat dans un cadre qui ne sont pas préconstitué.

Une politique publique constitue un ordre local

Si une politique publique ne doit pas être simplement considérée comme un ensemble de décisions, c'est parce que son analyse reste liée à l'étude des individus et/ou groupes, qui en sont les acteurs, hommes politiques, fonctionnaire de tous niveaux, groupes d'intérêt ... Toute politique publique prend la forme en effet d'un espace de relations inter organisationnelles qui dépassent la vision strictement juridique que l'on pourrait en avoir : une politique publique constitue un « ordre local », c'est-à-dire un « construit politique relativement autonome qui opère à son niveau la régulation des conflit entre les intéressés, et qui assure l'articulation et l'ajustement de leurs intérêt et de leurs buts individuels entre eux ainsi qu'à des intérêts et à des buts collectifs »³.

L'un des enjeux de l'analyse de l'action de l'Etat sera ainsi de constituer et de construire le continuum des modes d'action des groupes sociaux dans le cadre des politiques publiques, en partant des groupes les plus diffus, les moins organisés, qui interviennent ponctuellement dans le champ de certaine politiques, jusqu'aux groupes les plus stables qui, à l'image des agriculteurs, sont capables de mettre en place des relation de type corporatiste avec les administrations compétentes.

³ Friedberg, « ordre local » 1993 p.4

2- Les problèmes posés par l'analyse des politiques publiques

Au-delà de cette complexité propre à l'objet « politique publique », d'autres problèmes apparaissent presque inévitablement lorsque l'on veut étudier une politique.

La question posée ici est celle de savoir si le sens d'une politique publique est nécessairement affiché par les décideurs gouvernementaux ou si d'autres acteurs interviennent dans sa détermination. Une telle question se pose d'abord en raison de l'écart inévitable entre les objectifs d'une politique tels qu'ils sont définis par les décideurs et les résultats constatés au moment de la mise en œuvre. C'est pourquoi il est sans doute utile de distinguer, pour l'analyse, le sens explicite d'une politique, qui est défini à travers les objectifs affichés par les décideurs du sens latent, qui se révèle progressivement au cours de la mise en œuvre.

Le travail de l'analyste doit donc tenir compte à la fois des intentions des décideurs, même si celles-ci sont confuses, et des processus de construction du sens à l'œuvre au cours de la phase de développement de l'action publique. Dans tous les cas, cependant, le chercheur devra prendre garde à ne pas se substituer aux acteurs de la politique dans la détermination du sens de la politique.

Décision et non décision

Cette question est un classique de l'analyse des politiques publiques depuis 1960. Et si l'on essaie de systématiser cette analyse, on peut distinguer trois cas de figure où la notion de non décision peut se révéler utile pour la compréhension de l'action publique.

- La notion de décision intentionnelle correspond à une situation où il est possible de montrer qu'il y a bien eu volonté de la part des acteurs politico-administratifs de ne pas décider.

- La non décision controversée correspond à une situation où le problème en cause fait l'objet d'une controverse publique trop vive pour pouvoir générer les conditions de production et/ou de légitimité d'une action publique. Il peut s'agir

d'une revendication syndicale non satisfaite, ou encore d'un problème irrésolu ou aux caractéristiques cognitives et normatives ambiguës .

- La non mise en œuvre correspond à un cas de figure dans lequel une politique , décidée à un certain niveau, doit faire l'objet de décisions spécifiques prises par un ou plusieurs niveaux politico-administratifs différents.

3- Politique publique et dépense publique

Lorsque l'on recherche à prendre la mesure de l'action de l'Etat dans un secteur donné, il est tentant de s'en tenir à un indicateur budgétaire , et de considérer, notamment , qu'une politique sera d'autant plus importante, ou d'autant plus efficace, que les crédits qui lui sont affectés seront élevés. Or les caractéristiques de l'action de l'Etat dépassent les indicateurs budgétaires , ce qui doit mettre en garde tout analyste des politiques publiques contre quelques erreurs souvent commises :

- L'impact d'une politique n'est pas nécessairement proportionnel aux dépenses qu'elle occasionne .On sait ,par exemple ,que l'état sanitaire d'une population n'est pas directement proportionnel aux dépenses de santé , et que certains actes médicaux ou chirurgicaux sont d'un coût disproportionné par rapport au nombre de vies qu'ils permettent de sauver .

- Dans le même ordre d'idées, ce n'est pas parce qu'une politique coûte peu que son impact est faible. C'est le cas , en particulier, de toute les politiques de type réglementaire, qui ont pour objet de modifier le cadre juridique des différentes activités sociales .

- Enfin , quelle que soit la nature de la politique publique étudiée, il faut prendre en compte sa dimension symbolique.⁴

⁴ Edelman, „dimension symbolique“, 1976 p. 12

Une fois que l'on a pris conscience de cette complexité de l'action publique, il reste à définir un cadre d'analyse susceptible de répondre aux exigences de la recherche. La plupart des études de politiques publiques ont longtemps été structurées par l'approche séquentielle ⁵, qui reste d'ailleurs un ensemble d'outils historiques pertinents. Pour l'essentiel, elle consiste à découper les politiques en une série de séquences d'action, qui correspondent à la fois à une description de la réalité et à la fabrication d'un type idéal de l'action publique. Ces séquences sont en général au nombre de six ou cinq et permettent de suivre le développement d'une politique à travers un certain nombre d'étapes.

Au cours de chacune de ces phases, tout se passe comme si les acteurs participants au processus politique devaient résoudre des énigmes successives, sachant que leurs réponses vont définir peu à peu les contours de la politique publique.

- La mise en agenda
- La production des solutions ou alternatives
- La décision au sens propre survient ensuite
- La mise en œuvre
- L'évaluation
- La terminaison

⁵ Jones, „l'approche séquentielle“1970 p. 62

Section II : Théorie de l'action publique : nouvelles approches

L'analyse des politiques publiques entretient des rapports complexes avec la théorie et la sociologie de l'Etat ⁶. Si de nombreux travaux se caractérisent en effet par un certain pragmatisme assez éloigné des théorisations traditionnelles, double d'une tendance à la formulation des propositions normatives, l'analyse des politiques publiques est aussi probablement l'un des domaines de la science politique qui a le plus contribué, au cours des dernières années, à introduire de nouvelles questions.

1- Deux conceptions traditionnelles de l'Etat

Même si les distinctions opérées ici ne sont pas doute aussi tranchées qu'il n'y paraît, pouvant même susciter parfois des recoupements transversaux, on peut cependant considérer que deux grandes perspectives se sont traditionnellement partagé le champ de la théorie de l'Etat, l'approche étatique et l'approche pluraliste. A partir de perspectives théoriques multiples, chacune d'entre elles dessine en effet des modes de structuration et de hiérarchisation opposés concernant les relations entre la société et l'Etat⁷.

L'approche étatique ou la société produite par l'Etat

Sans doute parce que les conceptions théoriques sont partiellement déterminées par les objets auxquels elles s'appliquent, l'approche étatique apparaît-elle pour l'essentiel comme une tradition européenne, même si des auteurs américains ont pu s'y trouver. L'origine principale de ces théoriciens date du XIX siècle avec la diffusion progressive de l'Etat-nation et l'extension progressive d'appareils politico-administratifs disposant de pouvoirs et de compétences toujours plus larges. On peut tenter résumer cette vision de l'Etat à travers quelques problématiques centrales posés par cette approche.

⁶ Badie, Birnbaum, „théorie et sociologie de l'Etat“ 1979 p.48

⁷ Birnbaum, „société et Etat“ 1985 p. 74

2- L'approche pluraliste ou l'Etat produit par la société

L'approche pluraliste reste largement indexée aux travaux américains⁸. Au contraire de l'approche étatique, elle tend à s'organiser autour de l'idée selon laquelle l'Etat est le résultat des processus sociaux irréductibles. Loin de façonner la société, l'Etat est dès lors le produit de l'interaction entre des groupes librement formés, et constitue une forme de « voile » totalement perméable aux intérêts et à la compétition des groupes qui caractérisent les logiques sociales.

Les deux dimensions de l'action de l'Etat

Si l'on tente maintenant de faire le point sur ces deux grandes approches, on s'aperçoit qu'elles mettent l'accent sur deux dimensions particulières de l'Etat qui, si l'on cherche à les penser de manière conjointe, permettent de mesurer le caractère contradictoire de l'action publique. L'approche étatique conduit ainsi tout d'abord à penser l'Etat dans son unité et son caractère irréductible à l'action des acteurs qui participent aux politiques publiques.

➤ Le néo-institutionnalisme

Celui-ci a été formulé avec l'intention explicite de rompre avec les approches behavioristes en considérant les institutions comme un facteur « d'ordre » essentiel, qui définissent les cadres où se déploient les comportements individuels, l'action collective ou les politiques publiques.

➤ Acteurs et réseaux de politiques publiques

La construction des politiques publiques n'est pas un processus abstrait. Elle est au contraire indissociable de l'action des individus ou des groupes concernés, de leurs capacités à produire des discours concurrents, de leurs modes de mobilisation. Elle dépend aussi de la structure plus ou moins fluctuante de leurs relations et des stratégies élaborées dans les contextes d'action définis notamment par les structures institutionnelles, au sein desquelles prennent place les politiques publiques.

⁸ Dahl, "l'approche pluraliste" 1961 p.21

Section 3 : Théorie des organisations

LA DIMENSION STRATEGIQUE

Avec cette discipline, on entre dans un univers intellectuel très proche de celui qui va fonder l'étude des politiques publiques. La théorie des organisations est née aux Etats-Unis dans les années vingt à la suite d'une insatisfaction croissante face aux effets de l'organisation taylorienne⁹. On assiste alors à un véritable foisonnement de recherches ,d'abord centrées sur l'études des petits groupes au travail puis élargissant leur champ d'investigation à des organisations de plus en plus grandes et de plus en plus diverses. De cette multitude de recherche, on peut retenir quelques concepts fondamentaux :

A) Le concept de système organisé

- Une organisation est plus que la somme des actions de ses membres .Elle constitue elle-même un acteur dont on peut analyser l'action ou les relations avec l'environnement .En tant que tel , elle définit pour son propre compte des règles de fonctionnement qui s'imposent aux différents acteurs indépendamment de leur propres préférences.

B) Le concept de pouvoir

- Il désigne la capacité des agents à utiliser les atouts dont ils disposent (expertise, informations, maîtrise de l'interface entre l'organisation et son environnement) afin de maximiser leurs ressources et renforcer leur place dans l'organisation¹⁰.

⁹ Bernoux, op.cit.

¹⁰Cf. Les travaux de Michèl Crozier et notamment M . Crozier et E. Friedberg, l'acteur et le système,Paris,Seuil, 1978.

C) Le concept de stratégie

- L'action des hommes dans l'organisation n'est fondée sur les critères simples(intérêt, amour, haine, ect) mais sur une utilisation plus ou moins habile des règles formelles et informelles de l'organisation. Cette mobilisation des ressources dont peut disposer un acteur s'organise autour d'une stratégie orientée vers la réalisation des buts qu'il s'est fixés.

La conduite des organisations suppose donc un minimum de décodage de ces règles non écrites qui déterminent le fonctionnement. C'est la mise en évidence de ces règles qui constitue l'apport décisif de la sociologie des organisations par rapport aux théories de la bureaucratie. Avec cette discipline – et l'analyse de système qui en est contemporaine – c'est le problème de la complexité des sociétés modernes qui est posé ainsi que la question des conduites humaines en face de situations complexes. On rejoint alors une troisième source intellectuelle de l'analyse des politiques : le management public.

3- Le management public : penser la complexité du monde.

- Le management public est « un ensemble de méthodes traditionnelles au service des décideurs publics ». Dans cette acceptation, il s'agit de la mise en œuvre de méthodes modernes de gestion dans le secteur public. La modernisation de la gestion publique recouvre tout à la fois l'utilisation d'outils d'aide à la décision, l'informatisation de certaines tâches ou procédures administratives ou encore le recours à la publicité pour communiquer avec le public¹¹. Le management public pose donc la question de la spécificité des organisations publiques par rapport au secteur privé. Retenons pour l'instant que l'émergence du management public, en renforçant l'image de la rationalité et de modernité de l'administration, est synonyme d'une nouvelle représentation du rôle de l'Etat dans la société.

¹¹ Ph. Hussenot, la gestion publique par objectifs, Paris, Ed. d'Organisation, 1983, p.24 .

CHAPITRE II : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL

Section 1 : Moyens du développement

Les pratiques favorisant le développement peuvent se situer au niveau des dispositions légales, de l'adaptation des infrastructures et de l'éducation, voire de certaines incitations financières.

La transition entre une économie sous-développée et une économie en développement suppose un cumul suffisant, dépassant un seuil critique d'initiative, d'adaptation culturelle, éducative, et législative, et de moyens matériels. En particulier, les exemples des pays émergents, y compris des plus importants en population tels que la Chine, l'Inde et le Brésil, ont montré que le démarrage économique était favorisé par l'introduction de mesures de libéralisation des initiatives privées libéralisme économique.

Amorçage du développement : lieux et secteurs

Concernant la nature et la localisation des projets d'amorçage, on distingue :

- le développement partant de la base, à partir de **micro-projets** très localisés, associant la population et faisant confiance à son initiative,
- et le développement à partir de **gros projets d'investissements**, qui bien que nécessaires et, pour certains, indispensables, peuvent avoir des effets plus aléatoires et moins « entraînants » pour le reste de l'économie.

1- Les théories modernes de développement :

Ces théories insistent par ailleurs sur la notion de **pôle de compétence géographique**, où se regroupent des savoirs faire apportant une excellence exclusive, source d'avantage compétitif. Le pivot peut être une université dotée d'un centre de recherche et très motivée par la coopération avec les entités économiques et financières.

2- Types de pays par rapport au développement

Une distinction peut être faite entre :

- pays développés,
- pays émergents (pays en voie de développement / pays en développement),
- et pays sous-développés.

Les aspects sociétaux diffèrent des uns aux autres et leur étude fait l'objet de la sociologie du développement.

A noter qu'il peut y avoir déclin économique de pays jusque là développés (par exemple, l'Argentine était une puissance économique au début du XX^e siècle). Il peut provenir indépendamment de circonstances imprévisibles internes ou externes,

- soit d'erreurs économiques et d'imprévisions,
- soit d'un relâchement de l'attitude face aux efforts et adaptations nécessaires pour maintenir le développement, lequel n'est jamais assuré.

Evolution des types de développement

Développement humain et Développement durable

Certains prônent le développement durable ou la croissance durable, en gérant de façon parcimonieuse tout ce qui est ressource naturelle dont certaines pourraient se tarir ou se dégrader.

Cette gestion est certes nécessaire, mais l'économie moderne, dite économie post-industrielle relève de l'économie du savoir, dont la matière première (et, en parallèle, le facteur de production déterminant) est l'éducation, l'information, le savoir faire, la créativité.

Il y a donc moins utilisation de ressources physiques, sauf dans les pays émergents où il s'agit de passer par une phase industrielle. Par exemple nombre d'activités de service (à l'exception des transports) et les secteurs de haute technologie (logiciels informatique, réseaux de télécommunication) consomment bien moins de matière et d'énergie que des secteurs économiques plus « mûrs ».

En tout cas, le développement durable est considéré un objectif pour l'humanité et il hypothèque les conditions de vie des générations futures.

Section 2 : Stratégies du développement économique régional

Ces stratégies sont centrées surtout à la stratégie du développement local, c'est à dire au niveau d'une localité ou d'une région bien définie.

1 – Le développement économique local:

La notion de développement économique est intimement liée au concept d'économie, indépendamment des systèmes économiques. Le niveau économique des pays du G8, les huit pays les plus industrialisés du monde (États-Unis, Japon, Canada, France, Grande-Bretagne, Allemagne, Italie et Russie), sert de référence, encore que ces derniers présentent des niveaux de développement assez divers. On associe généralement le développement économique avec un niveau de vie élevé, la production de biens de consommation en quantités importantes, un haut niveau technologique, etc.

Corollaire du développement, la notion de sous-développement est également fondamentale. Le terme de pays sous-développé étant considéré comme péjoratif, on a tendance à le remplacer, en ces temps de rectitude politique, par pays en voie de développement (PVD) ou pays en développement (PED). Il s'agit là de la majeure partie des pays d'Afrique, d'Amérique latine, d'Asie et des Caraïbes, sans oublier l'Europe de l'Est. Il y a bien entendu différents niveaux de sous-développement, en fonction de l'état des structures politiques et économiques des pays, de leurs ressources naturelles et humaines et de leur niveau d'endettement. On parle de plus en plus d'une nouvelle classe de pays, les nouveaux pays développés (NPD) ou nouveaux pays industrialisés (NPI) comme le Brésil ou Taïwan, pays pouvant à bien des égards être associés aux pays occidentaux.

Dans cette affirmation, nous pouvons tenir compte le cas du développement économique de l'Asie du Sud comme exemple.

Cas de l'Asie du Sud Est

La plupart des pays d'Asie du Sud-Est appartiennent à la catégorie des PVD, mis à part Singapour et à un moindre degré ceux que l'on a appelé les Tigres d'Asie du Sud-Est (Malaysia, Indonésie, Thaïlande). Il est toutefois particulièrement intéressant de dresser un diagnostic de leurs ressources naturelles et humaines, de leurs comptabilités nationales et notamment du niveau de leur endettement externe, lequel joue de manière fondamentale sur leur potentiel de sortie du sous-développement. Il est aussi bien entendu très important de définir plus précisément ce qu'est le sous-développement, quelles en sont les caractéristiques. Par la suite, une fois définies ces caractéristiques, on peut aborder la théorie du développement et les éventuelles stratégies pour sortir du cercle infernal de l'endettement et de la pauvreté, dans la mesure où ce développement est vraiment envisageable.

Par ailleurs, une partie complète du thème "Développement économique" est consacrée à la crise asiatique, qui n'a pas frappé seulement l'Asie du Sud-Est (et pas non plus toute l'Asie du Sud-Est), mais qui a bouleversé les données du développement économique de la région, remettant très fortement en cause la notion de "miracle asiatique" et retardant pour certains pays de plusieurs décennies l'accès à ce fameux développement.

a) La notion de développement

Au-delà de sa dimension économique, sociale, culturelle, spatiale et durable, le développement est souvent interprété comme un processus de transformation qui accompagne la croissance dans une évolution à long terme. Ce processus est étroitement lié au concept de progrès, notion centrale de la pensée des Lumières et des courants évolutionnistes.

➤ La dynamique locale

La dynamique locale est un investissement dans la coopération, le dialogue, ce que l'on appelle aussi l'investissement immatériel. Plusieurs "verrous du développement" peuvent y contribuer: les questions géographiques ou physiques, l'existence de groupes de pression fortement constitués, une expérience négative du passé, un "vide social" ou un "vide d'initiative", des conflits d'ordre culturel. Pour conforter cet élan, il faut briser les résistances, prolonger les échanges et les

dialogues amorcés localement, recadrer les enjeux. La pédagogie du développement repose sur un principe de pondération fondé sur l'écoute, le respect et la confiance, la compréhension et l'adaptation, la transparence et le souci de communication, la remise en cause personnelle et sociale, une nécessaire impulsion forte. Une double logique est à la source de cette pédagogie: le partenariat de gestion, né de la nécessité de coordonner l'organisation concrète d'une dynamique locale, et le partenariat d'animation qui vise plus la construction d'un projet de société.

L'ouverture, l'élargissement du partenaire local se motive par une quête de légitimité, la recherche de consensus pour éviter les oppositions au sein du territoire, la recherche d'une extension du champ de compétences et des sensibilités. Plus les enjeux sont partagés, plus la dynamique sera renforcée dans la durée et ses effets ressentis par l'ensemble de la population concernée. L'appropriation est une conséquence mécanique du processus. Les enjeux partagés signifient que les gens s'identifient à la dynamique locale et l'intègrent dans leurs stratégies individuelles et collectives. Le processus n'est plus remis en question, il fait partie du quotidien, il s'institutionnalise de manière informelle dans un premier temps, plus formellement quand il est ensuite repris dans les dispositifs de programmation politique au niveau infra-régional, voire de planification au plan régional et national. La dynamique locale devient un dispositif abstrait, une méthodologie que l'on discute en haut lieu, une opportunité d'innovation qui s'inscrit dans le contexte élargi d'institutions supérieures. Considéré comme « projet-modèle », il servira les zones d'influence des administrations responsables. Qu'un cycle de développement local sur une territoire donné soit pérenne ou pas: là n'est plus la question. Les centres d'intérêts ont quitté le "local" dont ils s'étaient nourris, l'appui institutionnel est remplacé par la technocratie et les jeux traditionnels du pouvoir.

➤ **L'approche en réseau**

Au sein d'un territoire, l'approche en réseau se caractérise par le renforcement mutuel des stratégies d'acteurs sous la forme de partenariats locaux.

Trois types de partenariats locaux peuvent exister:

- un partenariat créé à l'initiative des personnes, individuellement. Participation le plus souvent militante, généralement ancrée dans une identité très forte, tissant peu à peu les bases d'une citoyenneté renouvelée.
- un partenariat créé à l'initiative d'entreprises ou plus généralement d'organismes professionnels qui revendiquent une place privilégiée dans les décisions économiques
- un partenariat créé à l'initiative des pouvoirs publics - locaux ou non qui suppléent à une initiative privée rare ou défaillante.

Les processus d'approche en réseau mise en place deviennent des champs d'investigation propres au développement local et constituent ce que l'on peut désormais appeler la pédagogie du développement. Toutefois, l'approche en réseau reste une zone floue de l'économie, son existence est reconnue mais beaucoup de notions fausses prévalent à son mécanisme. L'impact de l'approche en réseau sur les systèmes économiques et sociaux mérite de plus amples recherches.

Afin d'obtenir des résultats concrets dans le domaine de lutte contre la pauvreté et les inégalités, les instances de négociation et de régulation doivent être aussi présentes à l'échelle locale, au niveau des collectivités issues de la décentralisation.

Cette articulation entre les niveaux local, national et international est également nécessaire pour les groupes d'acteurs. Ceux-ci sont tenus de se doter d'une réelle capacité d'organisation et d'expertise à ces différents niveaux afin de transformer en décisions politiques, et donc d'abord en propositions, les réussites locales en matière de lutte contre la pauvreté et les inégalités. Il leur revient d'organiser un processus d'apprentissage, de formation de leurs cadres, et ainsi de participer à la création d'une future classe moyenne porteuse d'une vision du développement.

b) L'économie du développement

L'économie du développement est une branche de l'économie qui s'intéresse aux déterminants de la pauvreté et du sous-développement ainsi qu'aux politiques à mettre en œuvre pour sortir les pays en développement de leur sous-développement.

Définition et Objectifs

L'économie du développement est un ensemble de pratiques publiques et privées encourageant le développement économique d'un pays ou d'une région, en favorisant la propension à investir, innover, entreprendre, se former, travailler.

L'objectif est de réunir une masse critique de facteurs de production pour atteindre une croissance économique suffisante, apportant notamment une amélioration sensible du niveau de vie des habitants de la zone concernée.

L'économie du développement, en tant que branche à part entière de l'économie, date de la fin de la Seconde Guerre mondiale. Auparavant les études relatives aux pays pauvres faisaient parti de l'analyse de la croissance. Il n'y avait pas de théories spécifiques à ces pays. Ce n'est que dans les années cinquante que les économistes vont s'attacher à développer des outils propres aux pays en développement. Les premiers travaux des pionniers du développement ne distinguaient pas développement économique et croissance économique. Le développement signifiait obligatoirement l'obtention d'une croissance économique sur longue période. Et inversement toute croissance créerait une amélioration du bien-être de la population et une diminution de la pauvreté. Les travaux s'intéressaient donc aux déterminants de la croissance. Les premières politiques préconisées portaient sur un investissement massif de façon à sortir du sous-développement et mettre en œuvre « un cercle vertueux ». Par la suite les économistes du développement ont introduit la séparation entre développement et croissance. Le développement ne peut se faire sans croissance mais une politique de développement doit s'attacher également à réduire les inégalités, satisfaire les besoins fondamentaux de la population.

2 – La nécessité des politiques publiques :

Alors, quel consensus sur cette approche théorique ? Certes de nombreux économistes des grandes institutions nationales (Banques, entreprises, universités) et internationales (Fonds Monétaire International, Banque mondiale, OCDE) ont adopté cette approche libérale, qui a pour elle d'accompagner le mouvement des affaires. Cependant, des économistes plus indépendants ne ménagent pas leurs critiques au recours fait à cette théorie apologétique, incapable de prendre en compte la réalité et d'expliquer l'histoire.

Ainsi, ni le champ ouvert, qui souffre de nombreuses exceptions, ni les résultats en termes de croissance et d'emplois, ni l'étude historique, ni sa consistance scientifique ne justifient une référence si prégnante à cette vision libérale du monde et il n'y a pas à se laisser impressionner par ce qui est devenu la pensée unique. Ce n'est pas en poursuivant dans cette voie qu'on trouvera une sortie de la crise, c'est en revenant à des politiques publiques explicites, coordonnées, dans le cadre national. Seules ces politiques publiques dans le domaine de la défense et de la souveraineté nationale, et aussi dans le domaine du développement économique et social, permettront de retrouver une véritable autonomie stratégique, de renouer avec la croissance, de résorber progressivement le chômage et les déséquilibres qui mènent notre société et lui permettront de contribuer à réduire les inégalités dans le monde.

Dans cette optique qu'on va entamer directement à la théorie de la décentralisation par la suite.

Section 3 : La théorie de la décentralisation locale

RELATION ENTRE LES AUTORITES ADMINISTRATIVES CENTRALES ET LES AUTORITES ADMINISTRATIVES LOCALES .

La structure administrative d'un pays est déterminée à la fois par son histoire et par ses institutions juridiques. Cela est tellement vrai que je me suis parfois demandé si l'on peut vraiment comparer les institutions de deux pays différents . Chaque fois que je me suis laissé emporter contre l'inertie ou légèreté d'une autorité locale britannique, je me suis dit que jamais je ne pourrais recommander un système qui était le produit de l'époque victoriennes et sur lequel pesaient quatre-vingt dix années d'histoire et de vicissitude. Et pourtant, dans des moments plus calmes, et notamment lorsque j'ai eu à étudier la mise au point de nouveaux mécanismes administratifs, je me suis rendu compte que certains principes n'avaient pas de frontières et pouvaient servir aux administrateurs d'autres pays à faire face au même genre de problème.

En Grande-Bretagne, les relations entre les autorités centrales et les autorités locales présentent la particularité que l'on recourt fréquemment à des organismes constitués à l'échelon local pour décharger l'administration centrale d'une partie de ses fonctions . Je voudrais tout d'abord préciser le sens du terme « Constitué à l'échelon local » ne signifie pas qu'il s'agisse nécessairement d'un corps élu. Les autorités britanniques sont élues définition, mais il existe d'autres organismes locaux qui ne le sont pas. « Constitué à l'échelon local » signifie que les membres doivent en principe résider dans la région relève de l'administration en question et que l'opinion locale doit intervenir effectivement dans leur nomination.

Pour que ce système soit efficace, nous estimons que l'organisme local doit avoir des fonctions exécutives et non pas simplement un rôle consultatif. Autrement dit, ces organismes ne doivent pas seulement dire, par exemple, que l'on manque de logements, mais doivent se charger eux-mêmes de la construction. Par ailleurs, dans nombre de questions, leur avis doit avoir un caractère final et déterminant de sorte que, lorsqu'ils ont pris une décision, celle-ci puisse être considérée comme définitive. Enfin, ils doivent se procurer eux-mêmes une grande partie de leurs moyens de financement auprès de sources locales

CHAPITRE III : PRESENTATION DE LA POLITIQUE GENERALE D'ITASY

AXE STRATEGIQUE I

Section 1 : DESENCLAVEMENT PHYSIQUE ET SOCIAL DE L'ENSEMBLE DE LA REGION

Nous allons présenter les axes stratégiques et les objectifs cohérents sous forme des tableaux par la suite, ainsi que les pistes d'action y afférents.

OBJECTIFS GLOBAUX	OBJECTIFS SPECIFIQUES	PISTES D'ACTION
Les zones productives et potentiellement productives sont désenclavées physiquement	Les pistes de desserte et RIP sont ouvertes, réhabilitées et entretenues dans les zones productives	Procéder à l'entretien de : - Axe Miarinarivo/ Manazary - Axe Analavory/ Ifanja
		Procéder à la réhabilitation et à l'entretien de : - Axe Miarinarivo/ Ambatomanjaka - Axe Tranovy/ Soavimbazaha - Axe Imeritsiatosika/ Miantsoarivo
		Procéder à la réhabilitation de : - RN 1 - Axe Alakamisy/ Andolofotsy - Axe Ambatomanjaka/ Ifanja

OBJECTIFS GLOBAUX	OBJECTIFS SPECIFIQUES	PISTES D'ACTION
	Aérodrome d'A/mamo, vecteur du développement rapide et durable de la Région ITASY	Réaménager et redynamiser l'Aérodrome d'Arivonimamo
Les zones productives et potentiellement productives sont désenclavées physiquement	Le système de l'entretien cantonnage est instauré et fonctionnel	Promouvoir l'entrepreneuriat local
		Former les Entrepreneurs locaux
		Instaurer des Chantiers-ecole à Imeritsiatosika, Arivonimamo, Miarinarivo, Soavinandriana.
	Les infrastructures des Postes et Télécommunications couvrent la majeure partie du territoire régional et sont fonctionnelles	Augmenter la capacité des centrales automatiques et les possibilités d'appels téléphoniques des chefs-lieux Imeritsiatosika, Arivonimamo, Miarinarivo, Analavory et Soavinandriana
		Mettre en place des cabines téléphoniques dans les autres localités productives,
		Augmenter la capacité des réseaux de bureaux et agences postales des chefs-lieux Imeritsiatosika, Arivonimamo, Miarinarivo, Analavory et Soavinandriana
		Mettre en place des Agences postales dans les autres localités productives
	Couvrir toute l'étendue de la Région de réseaux GSM	
Le désenclavement socio- culturel est effectif sur toute l'étendue de la Région	Les infrastructures de commercialisation sont mises en place et réhabilitées	Encourager, encadrer et appuyer les Communes, les Municipalités et les autres localités d'importance économique à mieux gérer leurs marchés

OBJECTIFS GLOBAUX	OBJECTIFS SPECIFIQUES	PISTES D'ACTION
		<p>Mettre en place des groupements autonomes pour la gestion de magasins de stockage</p> <p>et des unités de transformation et conditionnement des produits agricoles.</p> <p>Electrifier la campagne, les chefs-lieux des Communes et les autres localités d'importance économique</p>
Le désenclavement socio- culturel est effectif sur toute l'étendue de la Région	Les mesures adéquates ainsi que la promotion d'activités d'appui à l'agriculture et l'élevage sont mises en place.	<p>Renforcer les fonctions économiques et d'encadrement des villes et des bourgs (Gestion des marchés, des centres d'approvisionnement en produits vétérinaires, intrants et matériels agricoles...)</p> <p>Renforcer et étendre les systèmes de crédits mutualistes dans les principaux villes et bourgs</p>
	Les formations correspondent aux exigences des réalités économiques et sociales	Créer, renforcer les centres d'informations et de transfert de technologie ; des centres de services techniques d'appuis aux activités de production.
		Créer un office de carrière et d'orientation et un centre d'études professionnelles d'agriculture, d'élevage et d'infrastructure rurale à Miarinarivo, Soavinandriana et Arivonimamo,
	Un système de base de données régionales est mis en place et fonctionnel	Définir les actions nécessaires et instaurer une salle OPS (Opération et Suivi),
		Recruter et former le personnel,
		Acquérir les matériels et outils nécessaires
	Les sécurités foncières et publiques sont améliorées	Identifier et définir un système de sécurisation foncière appropriée à la Région Itasy

AXE STRATEGIQUE II

Section 2 : PROMOTION D'UNE CROISSANCE ECONOMIQUE A GRANDE ECHELLE EN MATIERE D'AGRICULTURE ET D'ELEVAGE

OBJECTIFS GLOBAUX	OBJECTIFS SPECIFIQUES	PISTES D'ACTION
Les activités d'agriculture, d'élevage, de préservation et de valorisation des ressources naturelles sont intensifiées	Les infrastructures hydro-agricoles sont construites, réhabilitées dans les zones de riziculture et de vastes superficies potentiellement exploitables.	Procéder au zonage des terrains en pentes
		Aménager les bassins versants identifiés
		Construire et/ ou réhabiliter des périmètres rizicoles hydro agricoles dans les localités fertiles de : Analavory, les périmètres d'Ifanja ('Anosibe et Sarobaratra)
		Zones ouest, centrale et orientale disposant encore des étendues potentiellement exploitables
		Elargir les rivières et canaux de drainage.

OBJECTIFS GLOBAUX	OBJECTIFS SPECIFIQUES	PISTES D'ACTION
	L'élevage intensif bovin et porcin est développé.	Promouvoir les cultures fourragères
		Relancer l'amélioration de la race bovine
		Densifier et équiper les postes vétérinaires privés
Les activités d'agriculture, d'élevage, de préservation et de valorisation des ressources naturelles sont intensifiées	Production de poulets de chair appuyée	Etudier le système de mise en place d'un appui à la production de poulet de chair.
	Les activités porteuses sont développées	Réorienter l'encadrement et les appuis relatifs à la pêche continentale
		Assainir, réaménager et ré-empoissonner le Lac Itasy,
		Renforcer les capacités des pêcheurs
		Mettre en place des centres de production d'alevins dans les Communes de Manazary, Ampefy, Ampary ainsi que la zone des lacs autres que Lac Itasy
Développer la sériciculture dans les Communes de Mandiavato, Soamahamanina, Ambatomanjaka et Miarinarivo II		

AXE STRATEGIQUE III

Section 3 : INSTAURATION D'UNE POLITIQUE REGIONALE D'ADMINISTRATION DE PROXIMITE ET DE BONNE GOUVERNANCE

OBJECTIFS GLOBAUX	OBJECTIFS SPECIFIQUES	PISTES D'ACTION
Les services et les infrastructures socio sanitaires et éducatifs sont améliorés	Les formations scolaires font l'objet d'ouverture, de visites systématiques, d'inspections et de contrôle	Construire de nouvelles écoles,
		Construire et opérationnaliser des fermes- écoles
		Réhabiliter et équiper des établissements scolaires
		Redéployer les enseignants
	Les infrastructures et services sanitaires couvrent la majeure partie du territoire régional	Poursuivre le programme élargi de vaccination dans toutes les formations sanitaires,
		Réhabiliter, construire et équiper des formations sanitaires,
		Renforcer et redéployer le personnel médical,
		Étendre les zones d'action de divers projets oeuvrant dans la Région,
		Définir un programme souple pour la dotation régulière de médicaments des centres éloignés,
		Augmenter le nombre d'adduction d'eau

OBJECTIFS GLOBAUX	OBJECTIFS SPECIFIQUES	PISTES D'ACTION
Les services et les infrastructures socio sanitaires et éducatifs sont améliorés	Les infrastructures socio récréatives sont mises en place et la culture identitaire spécifique de la Région connue, respectée et adoptée	Mettre en place diverses infrastructures sportives (terrains de sport, école de sport, complexe socio sportif de niveau international...)
		Mettre en place des centres de documentation
		Instaurer des programmes d'émission historiques, culturelles et sociologiques spécifiques à la Région
		Construire des maisons des jeunes et des hospices
	Les infrastructures socio administratives sont mises en place	Mettre en œuvre les plans d'urbanisme,
		Etudier le plan d'urbanisme de Soavinandriana,
Construire des logements et bâtiments administratifs.		
Une gouvernance efficace est instaurée dans toute la Région	Le dispositif anti-corruption est instauré	Installer le BIANCO
		Afficher les procédures administratives, les prestations et divers droits à payer.

Partie II :

ORIENTATIONS REELLES

DU PLAN DE DEVELOPPEMENT

REGIONAL D'ITASY

CHAPITRE I : ANALYSES DE LA POLITIQUE GENERALE DU PRD D'ITASY

Section 1 : Introduction et contexte

Le PRD : stratégies de développement de la Région

Dans le contexte actuel de la mise en place des Régions en tant que Collectivités Territoriales Décentralisées, le déclenchement des dynamiques sociales et économiques ne pourrait s'opérer de façon efficace et efficiente qu'avec une bonne préparation des inputs et outils préalables de management de l'espace régional.

A cet effet, l'élaboration d'un plan de développement, conçu pour et par la Région elle-même ainsi que ses acteurs de l'espace (un espace n'existe sans ses acteurs qui sont en même temps consommateurs et usagers), de façon à répondre au mieux aux exigences d'un développement rapide et durable, s'avèrerait de prime abord indispensable.

Un tel plan, dénommé Plan Régional de Développement ou PRD, est matérialisé par le présent document. C'est un cadre de conception, de définition et d'orientation des stratégies et des programmes de croissance : l'outil des Responsables régionaux.

Le PRD repose sur des bases juridiques et institutionnelles à jour, lui conférant une justification indiscutable et une cohérence avec le contexte nécessaire pour sa mise en œuvre.

Déjà, la Constitution, en son Titre IV- Article 126, détermine la composition des Provinces Autonomes en Collectivités Territoriales Décentralisées comprenant des **Régions** et des Communes. Par ailleurs, la Loi n° 93-005 du 28 janvier 1994 portant orientation générale de la politique de décentralisation, la Loi n° 2004-001 du 17 Juin 2004 relative à la création des 22 Régions, ainsi que l'acte de nomination des Chefs de Région par le Décret présidentiel portant n° 847 du 02 Septembre 2004, sont autant de cadres juridiques et institutionnels confirmant l'importance des rôles et attributions voués aux Régions pour leur participation à une réduction de la pauvreté à travers une croissance rapide et durable tel qu'il est stipulé dans le Document Stratégique pour la Réduction de la Pauvreté (DSRP).

A partir de ce PRD, un développement sensible et palpable des Régions devrait alors surgir : c'est **le pari à gagner**.

A l'instar des autres Régions de Madagascar, l'ITASY, par l'élaboration de son PRD, amorce un tournant décisif pour son « décollage économique ». Rien ne semble assombrir l'horizon de demain puisque les actions définies dans ce plan sont le fruit d'une démarche participative, c'est-à-dire ressenties et consenties par les populations concernées elles-mêmes.

Section 2 : Potentialités économiques de la Région

1 – LES PRINCIPALES ACTIVITES ECONOMIQUES

Structurellement, l'économie de la Région est marquée par la prédominance du secteur rural, c'est-à-dire des activités agricoles et d'élevage.

1.1 – LES ACTIVITES AGRICOLES

L'agriculture occupe plus de 85% de la population active. Avec les produits de la pêche continentale (lac Itasy et autres lacs), qui seront évoqués par la suite et qui constituent la renommée de la Région, ceux des activités agricoles assurent les principales exportations vers les autres localités, notamment Antananarivo.

Des activités agricoles variées.

Elles vont du système irrigué (riziculture) au système sur tanety (riziculture, fruits, légumes, etc.). Pour l'année 2003, la Région ITASY présente, au niveau des activités agricoles, les superficies cultivées, la production et le rendement suivants.

Tableau 1 : Superficies, production et rendement dans l'ITASY

SYSTEME	ACTIVITES	SUPERFICIES (ha)	PRODUCTION (t)	RENDEMENT (t/ha)
IRRIGUE	Riz irrigué	53 929	161 317	3,09
SUR TANETY	Riz pluvial	16 922,9	33 370,4	1,6
	Maïs	30 089	50 081,8	1,6
	Manioc	18 678	174 812,5	9,31
	Pomme de terre	6 052	48 569,9	12,95
	Patate douce	5 476	72 142	nd
	Arachide	6 688	9 623,5	1,2
	Haricot	10 600,2	10 244,6	0,95
	Tomate	1 537	25 237	1,6

Source : CIRDR Miarinarivo (année 2003) – nd : non déterminé.

Ces données d'ensemble cachent mal les réalités rurales puisque la situation varie sensiblement d'un District à un autre. Par exemple, le cas des deux Districts : Miarinarivo et Arivonimamo.

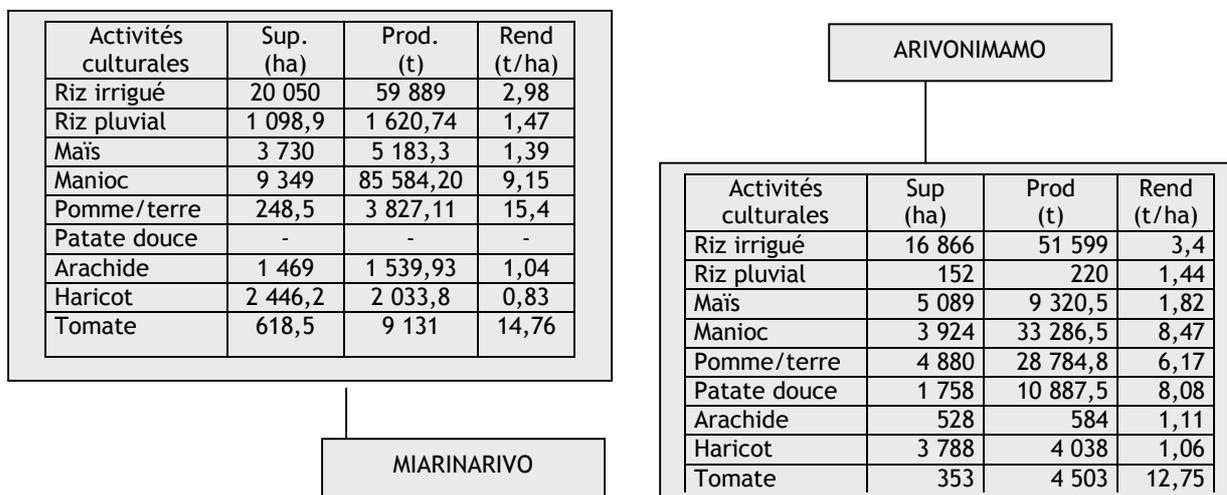


Fig. : SUPERFICIE, PRODUCTION ET RENDEMENT DANS LA REGION ITASY (Source CIRDR année 2003)

D'une façon générale, une nuance sensible apparaît entre les secteurs Centre et Est de la Région, d'une part, et la partie occidentale d'autre part.

La riziculture prédomine mais connaît actuellement une stagnation de sa production.

La riziculture, sous ses deux formes actuelles (pluviale et irriguée) apparaît partout dans la Région ITASY. Un fait qu'il faut rattacher à l'importance du riz aussi bien dans l'alimentation des familles que comme source de revenus.

Toutefois, pour la campagne 2002-2003, la production totale en riz de la Région s'élève à 204 191 tonnes alors que pour la campagne 2000-2001, elle n'était que 203 880 t.

Cette quasi-stagnation de la production (stagnation en chiffre absolu) proviendrait de la concurrence des autres produits agricoles plus rémunérateurs.

A ce premier facteur, s'ajoute le problème lié à la maîtrise de l'eau et à l'ensablement des rizières relatif au phénomène érosif qui attaque les pentes des collines et des montagnes (problèmes des bassins versants).

Presque partout, les travaux rizicoles se font encore manuellement. L'exiguïté des parcelles et la raideur des pentes limitent énormément le recours à la mécanisation. Le riz, objet d'une vulgarisation intense, connaît un rendement moyen de 3 t/ha. Dans de bonnes conditions (maîtrise parfaite de l'eau et utilisation d'engrais), il pourrait atteindre facilement les 5 t/ha.

Les autres activités culturelles :

Le **manioc** est cultivé partout dans la Région mais le principal secteur de production reste les Districts de Miarinarivo (Production : 85 584,20 t, Rendement : 9,15 t/ha, année 2003) et de Soavinandriana (Production : 55 942 t, Rendement : 10,35 t/ha, année 2003).

Le **maïs** est également cultivé partout dont le District de Soavinandriana reste le principal producteur (Production : 35 578 t, Rendement : 1,67 t/ha, année 2003).

Le District d'Arivonimamo reste le premier producteur aussi bien des **pommes de terre** (Production : 28 784,8 t, Rendement : 6,17 t/ha, en 2003), notamment dans les

communes de l'Ankaratra (Manalalondo, Miantsoarivo et Amboanana), que des **patates douces** (Production : 10 887,5, Rendement : 8,08 t/ha, en 2003) dans celles d'Imerintsiatosika, d'Ambohimandry, d'Ambohimandrano, de Miantsoarivo, d'Amboanana et de Manalalondo.

Depuis quelques années, les revenus issus de l'exploitation familiale n'arrivent plus à honorer les dépenses pour l'achat des PPN et des effets vestimentaires, au paiement des frais de scolarisation et de médicaments, etc.

Les autres aspects caractéristiques de l'agriculture de l'ITASY.

A côté de la faiblesse de consommation d'intrants malgré des interventions notables en matière d'encadrement, l'agriculture de l'ITASY est marquée par un degré d'occupation des sols très élevé.

Faible consommation d'intrants agricoles

Actuellement, l'approvisionnement en intrants agricoles (engrais, produits phytosanitaires, matériels, etc.) est laissé, depuis 1998, à la seule initiative d'opérateurs privés. Les informations recueillies auprès de la circonscription de l'approvisionnement agricole de Miarinarivo chiffrent la consommation des trois Districts, pour l'année 2001, à 130 t d'engrais, 15 t de pesticides, 95 unités de charrues, 270 t de semences en riz. Des informations qui ne concernent que les quantités communiquées par ladite circonscription.

En tout cas, elles laissent entendre que la région consommerait peu d'intrants agricoles. En outre, il semblerait que les opérateurs n'exercent que dans les environs des centres urbains d'Imerintsiatosika, d'Arivonimamo, de Miarinarivo, d'Analavory et de Soavinandriana.

En somme, le développement du secteur agricole de l'ITASY est confronté à un certain nombre de contraintes liées :

- à l'insuffisance de l'utilisation de matériels mécanisés et d'intrants ; ce qui limite l'exploitation rationnelle des tanety ;

- au problème lié de la non maîtrise de l'eau et de l'ensablement des rizières du fait de l'érosion des bassins versants ;

- au degré relativement élevé de l'utilisation des sols dans la partie occidentale

Ces divers blocages pourraient être levés étant donné les nombreux atouts dont dispose la Région ITASY :

d'immenses potentialités naturelles (sols volcaniques, climat favorable) permettant la diversification des produits agricoles. Certaines localités, notamment sur les marges occidentales pourraient, d'une part, approvisionner toute l'ITASY en produits céréaliers et oléagineux, et, d'autre part, en exporter hors de la Région ;

de dynamisme et de volonté de changement dont fait preuve le milieu paysan dans la recherche et l'adoption de nouvelles activités rémunératrices, notamment en cultures commerciales, mais aussi au niveau de l'élevage à cycle court (porcs, volailles) et la pêche en eau douce.

1.2 – LES ACTIVITES D'ELEVAGE

Les activités d'élevage constituent un levier pour le développement de l'économie rurale de l'ITASY. Il s'agit de l'élevage bovin, de l'élevage porcin et de l'élevage de volailles. A noter également l'élevage des vers à soie qui est une pratique séculaire de la Région. Cette dernière activité sera abordée dans un autre paragraphe consacré aux autres secteurs économiques porteurs.

Ainsi, la figure suivante montre la répartition des trois principales activités d'élevage (bovin, porcin, volailles) à travers les 3 Districts de l'ITASY.

1.3 – LES ACTIVITES DE PECHE

Les activités de pêche, sources de revenu pour beaucoup de familles.

La région ITASY renferme un atout considérable en matière de pêche continentale en raison de ses nombreux lacs et de certains cours d'eau poissonneux (comme la Lily).

Ces plans d'eaux continentaux sont malheureusement, depuis des années, sujets à de nombreuses menaces. La sédimentation, conséquence de la déforestation massive des pentes des bassins versants, entraîne un envasement

des lacs et des marrais en conduisant au comblement et à la réduction de leur superficie. La mise en GELOSE de quelques petits lacs a été donc entreprise dont :

- ☛ Mandrevo (6 ha), dans le Fokontany d'Antsampanimahazo, CR de Miarinarivo (sub.urbaine).
- ☛ Keliondry (16 ha), Amporiaka (12 ha), Andranolava (6 ha), Amparihimboahangy (18 ha), dans le Fokontany d'Andakana, CR de Manazary.
- ☛ Besofina (16 ha), Andrangy (5 ha), Andranomena (8 ha), dans le Fokontany de Masindray, CR de Manazary.

La majorité des pêcheurs traditionnels utilise des filets maillants et des pirogues monoxyles en bois. L'accès aux moyens de production plus performants est difficile. Le soutien occasionnel aux pêcheurs par la fourniture d'équipements, effectué auparavant, n'a pas pu impulser une dynamique perceptible. Les associations de pêcheurs sont souvent constituées hâtivement, uniquement dans l'esprit de se procurer quelques matériels pour être, tout juste après, dissoutes. Le résultat est que les matériels acquis sont souvent mal gérés. La production est estimée à 380 t en 2003¹². Elle constitue une source de revenu conséquente pour certaines familles face aux difficultés qu'engendrent les activités agricoles, surtout la culture du riz (faiblesse dans l'utilisation d'engrais, problèmes d'ensablement des rizières, etc.).

Au niveau de la destination de la production, une grande partie des captures est écoulee sur les marchés régionaux et donc pour la consommation locale.

Ainsi :

- ☛ Antananarivo détient le record puisque 50% des prises exportées hors de l'ITASY y sont acheminées ;
- ☛ vient ensuite, avec 35% de consommation locale, les communes d'Arivonimamo, d'Imerintsiatosika, de Miarinarivo, d'Analavory et de Soavinandriana ;

¹² - Les statistiques sont presque inexistantes et peu fiables. Plusieurs lacs de la Région ITASY n'ont pas encore été inventoriés, donc non couverts par le système statistique de l'administration des pêches. La production continentale est, probablement, sous-estimée.

- enfin, 15% des produits aquacoles sont acheminés vers l'ouest en direction de Mahasolo et de Tsiroanimandidy.

Au vu de l'existence de ces débouchés, cette pêche continentale pourrait être rentable pour les agriculteurs-pêcheurs de l'ITASY dans la mesure où les poissons d'eau douce sont très prisés par les citadins, leurs prix de vente relativement élevés et les investissements y afférents faibles (coût des pirogues et des engins de pêche assez bas, pas d'investissement pour les modes de transformation). Mais quels objectifs alors se fixer pour le développement de cette pêche continentale ?

Des projets ¹³, actuellement en phase d'élaboration, existent pour soutenir la relance de cette activité, surtout dans la satisfaction des besoins en alimentation de la population et l'amélioration des revenus et des conditions de vie des agriculteurs-pêcheurs. Des familles sises au bord des lacs (notamment le lac Itasy) ont combiné cette activité avec celle de l'agriculture et de l'élevage. Dans la CR de Manazary, 40% de la population sont des agriculteurs-pêcheurs, tout comme celle d'Ampefy avec 7%.

2 – LA COMMERCIALISATION DES PRODUITS

Les villes de la Région de l'Itasy ainsi que les bourgades, d'une certaine importance, ne sont pas des centres d'activités industrielles. Dans l'ensemble, elles ne sont que des localités qui fournissent à leur propre population et à celle des zones rurales environnantes, un certain nombre de services et assurent surtout la fonction de marchés.



¹³ - Il s'agit de « l'aménagement et de l'exploitation rationnelle des lacs », du « dégagement des îlots flottants et des plantes aquatiques » et du « développement de la rizipisciculture ».

La répartition de ces marchés se présente comme l'indique le tableau ci-après.

Tableau 2 : Les principaux marchés de la région ITASY

District	Communes	Localités	Marchés	Marchés des bovidés
ARIVONIMAMO	Arivonimamo	Arivonimamo	Vendredi	
	Imerintsiatosika	Ambatonapoaka		Lundi
MIARINARIVO	Miarinarivo	Miarinarivo	Mercredi	
	Analavory	Analavory	Mardi	
	Andolofotsy	Andolofotsy		Jeudi
SOAVIANANDRIANA	Soavinandriana	Soavinandriana	Lundi	
	Mahavelona	Mahavelona	Vendredi	

Source : Monographie des Districts (2004)

Ces marchés sont des lieux de contact entre producteurs et collecteurs, détaillants et consommateurs. Les transactions portent sur tous les produits qui sont difficilement quantifiables et extrêmement variables.

Dans la Région ITASY, les fondements du système des échanges commerciaux sont basés sur le riz, le manioc, l'arachide, les produits maraîchers, les bovidés et les porcs. Toutefois, une certaine spécificité apparaît en fonction des lieux. Le tableau renseigne, par exemple, sur le fait que les marchés à bovidés se déroulent uniquement à Ambatonapoaka et à Andolofotsy.

3- PROBLEMATIQUE DE DEVELOPPEMENT DE LA REGION ITASY

Le début surexploitation des terroirs agricoles dans les zones aux aptitudes culturales élevées et qui sont desservis par les infrastructures de communication et de télécommunication pose actuellement des problèmes pour les paysans. Malgré cela, ce facteur n'est pas insoluble et n'incite pas systématiquement à l'émigration. Un encadrement efficient et une intensification efficace des activités agricoles par la mécanisation et l'utilisation des engrais pourraient fixer la population sur leurs terroirs et contribuer à l'augmentation de la production.

Dans la zone motrice, le problème de développement se pose donc en terme d'augmentation des revenus à partir d'un espace agricole quasi-occupé et de création de postes d'emploi, surtout par la promotion d'activités de services urbaines et de valorisation des produits agricoles. La même problématique est valable pour les zones rurales organisées autour des villes et desservies par une RIP ou une piste d'accès permanent.

Pour les zones rurales sous-équipées et enclavées par contre les conditions spatiales, humaines et économiques entravent pour beaucoup le développement. Les vastes étendues non exploitées, sans une optique d'aménagement multidimensionnelle à éventail large risquent de se dégrader et de rester des poches de pauvreté. Ces zones sont caractérisées par une sous utilisation manifeste de ce potentiel agricole et agropastoral. Les terres sont potentiellement riches mais les revenus des paysans issus essentiellement de la vente du riz et des bœufs ne sont pas pour autant satisfaisants.

Les difficultés de déplacement à l'intérieur des localités sont lourdes de conséquences :

Vente de produits agricoles à bas prix.

Achat de denrées de base à des prix grevés par les frais de transport (y compris les médicaments, les intrants, etc.).

Insécurité provoquant la dégradation des conditions d'existence de la population.

Pour l'ensemble de la Région, le réseau routier (insuffisant et une grande partie dégradée) accuse des lacunes notables et les échanges ne sont pas articulés. Cette situation est aggravée par l'impact très réduit par les rôles des villes qui,

somme toute, n'ont essentiellement que des fonctions administratives. N'ayant que des activités économiques restreintes, elles n'entretiennent que des relations étriquées aussi bien avec leurs espaces immédiats qu'avec elles-mêmes (entre elles). La capitale capture la majeure partie des échanges économiques. Dans ce cadre, les zones excentriques et enclavées sont plus sensibles à ces problèmes. Le déficit social est plus durement ressenti (éducation, enseignement, activités socio récréatives...).

Les objectifs de développement tracés dans le DSRP, renforcés par « la Vision pour Madagascar et ses Régions : **MADAGASCAR NATURELLEMENT** », vont servir de références dans la détermination des choix et options de développement à l'échelle de la Région.

L'idée maîtresse est de « pouvoir déterminer d'une manière très claire et précise l'orientation de développement que se proposerait la Région, avec son actuelle structure économique et spatiale, pour s'assurer aux mieux de l'utilisation rationnelle de ses ressources, leur mise en valeur au profit d'un développement économique et social de son ressort territorial, tout en contribuant à l'édifice d'une économie nationale forte.

4- VISION DE DEVELOPPEMENT DE LA REGION ITASY

« Que la Région ITASY, en 2010, vit sa prospérité en parfaite harmonie avec son cadre naturel ; que la population contribue pleinement à l'essor d'une économie de marché forte et harmonisée, qu'elle dispose de moyens d'existence nécessaires et cohérents au sein d'une société bien gouvernante, sans compromettre l'avenir ».

Section 3 : Mise en œuvre et contenu des DSRP : Portée et limites

Depuis 1999, la Banque Mondiale et le FMI ont imposé aux pays en développement qui souhaitent bénéficier de leurs financements à taux privilégiés ou d'un allègement de la dette dans le cadre de l'initiative PPTE de formuler au préalable une stratégie de lutte contre la pauvreté. Cette stratégie est présentée dans un document unique de politique économique : Le DSRP

La nouvelle démarche constitue un tournant qui découle de la prise de conscience de l'existence de graves lacunes dans les stratégies passées ; elle se distingue sur deux points :

- la lutte contre la pauvreté devient un objectif prioritaire
- afin de maximiser l'efficacité de la stratégie de la lutte contre la pauvreté, un « processus participatif » associe les bailleurs de fonds.

1 – Qu'est ce qu'un processus participatif ?

C'est un concept qui suppose l'implication active de l'ensemble des acteurs de la société dans l'élaboration, le suivi et la mise en œuvre de la stratégie de la lutte contre la pauvreté, devrait d'abord contribuer à enrichir les débats et à définir une stratégie plus adéquate, répondant aux véritables besoins sociaux. Cette démarche , désignée en anglais sous le terme d'*empowerment*.

2 – Pourquoi un processus participatif ?

Avec le lancement des DSRP, les IBW ont initié un revirement majeur par rapport aux pratiques antérieures. Auparavant, même si des experts nationaux participaient à la définition des politiques, et que ces dernières faisaient l'objet de négociations, les pays pauvres avaient peu de poids. Les informations accessibles au public étaient plus que limitées, la majorité des documents utilisés lors des négociations demeurant confidentielle.

CHAPITRE II : ORIENTATIONS DU PRD DANS L'AGRICULTURE : PRDR

- **la Politique agricole**

Entreprendre des réformes importantes ces dernières années mais il reste des progrès à accomplir tant au niveau international qu'au niveau communautaire pour assurer plus de stabilité et d'accès aux marchés ; La cohérence et la complémentarité des politiques au niveau local et au niveau international sont des conditions fondamentales. La vision à aider les autorités nationales et locales à concevoir, mettre en œuvre et assurer le suivi des politiques et activités visant à lutter contre la pauvreté rurale.

Section 1 : Axes stratégiques du développement rural

1- Enjeux du paysage de milieux ruraux :

Le paysage est un révélateur des tendances spatiales contemporaines. Il est voué à participer de plus en plus, de par les enjeux dont il est l'objet, à infléchir les orientations politiques des territoires sur lesquels il s'inscrit. En tout état de cause, il reflète le mode de développement des sociétés qui le façonnent. Pour certaines régions rurales, le paysage se présente comme une option à l'action pour contrer le déclin engendré par la déprise agricole et les changements ayant affecté ces espaces depuis le demi siècle passé. Instrument pour un diagnostic de territoire, le paysage se propose aussi comme moyen d'action. Ses enjeux sont donc multiples et variés et se déclinent selon le mode d'appréhension ou l'intérêt qu'on lui porte.

En insistant sur l'interdépendance entre les faits sociaux, spatiaux et culturels se référant au paysage, notre travail s'appuie sur deux exemples, marqués par les processus affectant de manière générale les espaces ruraux des pays occidentaux depuis l'après seconde guerre mondiale . Il s'agit en fait, pour ce qui à trait au fond de ces processus, de la mutation subit à la suite de l'industrialisation de l'agriculture et de son corollaire de conséquences comme la baisse du nombre d'exploitants agricoles, agrandissement des surfaces des exploitations, restructurations foncières et agrandissement des parcellaires, etc. Pour ce qui tient à la forme, les

conséquences sur les paysages sont diverses et peuvent se présenter sous différents aspects, touchant alors les éléments patrimoniaux du paysage et affectant le paysage idéal, celui issu des perceptions et représentations des habitants et sacrifiant les symboles de leur lieu de vie : une déprise agricole sur les plateaux s'inscrivant par l'abandon des terres et leur mise en friche au profit d'une intensification agricole sur les terres plus fertiles de la plaine.

On se pose alors la question autour de laquelle se porte cette réflexion : de quelle manière ces changements affectent-ils les représentations des habitants de ces régions ?

Par suite, les modifications du paysage entraînent-ils une crise identitaire ? Et si l'on peut parler de crise identitaire, quels en sont les enjeux dans la gestion du paysage et la maîtrise des espaces ruraux ? Comment interpréter les messages individuels divergents voire contradictoires des acteurs du paysage pour mettre en place une action collective en matière d'aménagement et de paysage ?

Nous postulons que le paysage est intimement lié à l'identité et se propose ainsi comme concept à une lecture possible de la crise que traversent ces espaces, tout du moins dans le registre culturel, par le fait du remaniement des éléments symboliques touchés par les changements d'affectations des territoires. La communication a pour but d'éclairer un certain nombre de concepts à la lumière de la comparaison.

Ainsi, le but de l'étude des discours et des représentations du paysage est de cerner les éléments sur lesquels l'action collective devra porter pour un programme de re-dynamisation des espaces par la mise en valeur paysagère et de ses éléments emblématiques (la patrimonialisation paysagère), par une hiérarchisation de l'espace et des valeurs symboliques qui lui sont attribuées, tant culturelles, qu'environnementales, afin d'envisager la création d'un outil d'évaluation et d'aide à la décision tant dans l'aménagement que dans la réflexion sur la communication et la sensibilisation des publics.

2- Analyse d'un mécanisme de polarisation rurale :

Les analyses contemporaines de l'économie spatiale conduisent à faire apparaître comme inéluctables les phénomènes de polarisation urbaine et l'agglomération de l'activité. De fait, il s'agit d'un phénomène très général qui s'observe dans toutes les parties du monde, conduisant à faire basculer la majeure partie de la population. Les raisons de ce mouvement sont bien connues ; elles tiennent à deux grands facteurs : d'une part, la baisse des coûts de transport, qui permet aux entreprises de s'implanter là où elles sont susceptibles de bénéficier d'économies externes de localisation, et de l'autre la part décroissante occupée dans l'économie par des activités dépendantes de ressources immobiles ou spécifiques d'une localité déterminée.

Bien que le mouvement décrit ci-dessus explique la localisation de la majeure partie des activités économiques, et par un phénomène d'entraînement cumulatif et auto-entretenu, celle de la population, il existe des forces de dispersion qui conduisent à une relative déconcentration des activités qui contribuent à maintenir une fraction significative de l'activité économique dans les zones rurales plus éloignées des grandes villes.

Or, l'espace à dominante rurale, bien que peu dense en activités et en population, n'est pas uniforme, et l'on peut aussi y observer des formes de concentration géographique, comme les districts industriels ou les systèmes localisés de production. La plupart des phénomènes d'agglomération rurale qui ont été décrits ou analysés concernent des activités du secteur secondaire, mais ne peut-on faire l'hypothèse que, dans certaines conditions, l'agriculture peut, elle aussi, être à l'origine d'une certaine polarisation économique ?

C'est ainsi que des observations conduites font apparaître des mouvements de concentration d'emplois et de croissance démographique dans des zones peu urbanisées, mouvements qui paraissent être en relation avec le développement de certaines formes d'agriculture intensive. Le milieu rural est connu en particulier pour la forte densité de ses élevages, de volailles et de porc, ainsi que l'agriculture et l'infrastructure. Il apparaît que cette concentration a pu susciter le développement d'un complexe économique axé sur l'approvisionnement des exploitations et la transformation des produits animaux. C'est en tout cas ce que laissent penser les

évolutions observées sur quelques décennies dans des régions rurales particulièrement spécialisée en élevages et en agricultures.

3- Planifier le développement agricole durable des milieux ruraux :

Les théories du développement local récentes mettent l'accent sur des facteurs intangibles de développement comme l'existence d'un certain niveau de " capital social " dans la communauté en quête de développement. On peut ainsi soutenir que la cohésion sociale dans les communautés rurales résulte, pour une bonne part, d'un niveau de capital social lequel permet aux "capacités sociales " de la communauté de se mettre en place et de là, assurer un certain niveau de cohésion sociale.

Dans cette communication, en se basant sur les données recueillis, nous allons étudier comment les populations rurales évaluent le niveau de " capital social " dans ces mêmes communautés rurales. En prenant en compte le type de communauté, en déclin ou en croissance, nous montrerons que le modèle d'analyse du capital social semble bien s'appliquer dans un contexte où le niveau de capital social varie aussi en fonction du dynamisme socio-économique des communautés.

✓ Vision du monde rural :

• En 2020 :

- Image du pays à vocation agricole doté d'une agriculture de marché avec une agriculture industrielle diversifiée
- Le pays reconnu dans le monde par ses produits naturels et sa biodiversité
- L'homme au centre de toutes les délibérations
- La diminution du clivage villes / monde rural sera une réalité.

Section 2 : Stratégies du développement local et régional

1- Le développement local: définition théorique

Le concept de développement local et les pratiques qui s'y rattachent se caractérisent par la multiplicité des discours et des programmes, tour à tour complémentaires et contradictoires.

C'est une démarche volontaire d'acteurs se réunissant sur un territoire à taille humaine pour envisager l'avenir de leur territoire. Cela en perspective avec d'autres niveaux d'administration et d'autres échelons politiques de la nation. C'est une vision du local dans le global, qui voit le territoire comme un système en relation avec d'autres systèmes et d'autres acteurs. Les acteurs œuvrant à l'amélioration des conditions de vie de leur territoire, ce qui passe, notamment, par le développement et l'emploi. Le développement local est la contribution qu'un petit territoire apporte au mouvement général du développement, en termes de plus-value économique, sociale, culturelle, spatiale. C'est un produit de nature globale instrumenté par le projet de territoire d'une équipe, articulé autour d'initiatives économiques et écologiques. Le développement local est une organisation à construire par de l'information en reliant des acteurs publics et privés, engagés dans une dynamique de projet sur un territoire.

En réaction à ces données économiques, le développement local, c'est-à-dire la recherche d'un équilibre local par le biais d'une certaine auto-suffisance qui s'appuie sur la diversification et l'intégration des activités, peut être vu comme une réponse efficace. La crise amène à privilégier le plan local par rapport au plan national et rencontre sur le terrain des poussées sociales, culturelles et identitaires. Le local s'approprie en quelque sorte le développement pour en faire un concept et une pratique globale, une stratégie territoriale intégrée, solidaire, durable.

2- Le rôle des régions

Les régions sont un des échelons territoriaux du découpage juridique de l'espace national. Elles jouent un rôle primordial dans la planification et dans l'aménagement du territoire. Leur impact sur le développement local est réel.

La région s'affirme dans les faits comme l'échelon de référence du développement industriel, de certains services, poste et transports notamment, comme niveau administratif de coordination et d'action. Le régionalisme est une des voies à travers laquelle s'exprime une tendance assise sur un modèle rationaliste qui vise la congruence entre la structuration administrative et les réalités géographiques et économiques. L'intervention économique locale est donc considérée comme étant de la compétence de la région, à laquelle les départements et les communes auront vocation à s'associer. Entre les enjeux nationaux et les réalités locales, la planification appuie les leviers locaux du développement, en faisant participer les acteurs locaux à l'élaboration du plan régional, et en aidant à la formulation de projets de développement local. Le contenu du contrat de plan répond à la volonté de traiter des problèmes de développement, même si cela ne correspond pas tout à fait à la distribution juridique des compétences. Sur le terrain, toute démarche ayant un caractère multisectoriel et infra régional se réclame du développement local, tant dans le secteur marchand que non-marchand.

La collaboration et le transfert du savoir peuvent contribuer au renforcement des capacités locales de recherche et d'élaboration de politiques en faveur du développement.

Les connaissances agricoles peuvent aussi bien être le fruit de recherches scientifiques modernes que provenir de l'expérience de spécialistes locaux et d'habitants de la région. Quand elles comportent de la formation technique et qu'elles puisent aussi bien dans les connaissances scientifiques que dans le savoir local, les activités de développement rural peuvent jouer un rôle central dans le renforcement et le maintien des capacités locales de recherche agricole à long terme visant l'amélioration des techniques agricoles et la variétés des produits.

Le renforcement institutionnel et les systèmes d'information de gestion constituent des éléments nécessaires quoique insuffisants à l'intégration de la durabilité de l'environnement aux projets de développement rural. Compte tenu de la quantité et de la complexité des données environnementales, dans le contexte du développement rural, il faut souvent avoir recours au renforcement institutionnel et doter les organisations partenaires de systèmes d'information de gestion pour qu'elles soient en mesure de recenser, de transmettre et d'analyser des données environnementales. Outre qu'elles aident nos partenaires à mieux connaître l'environnement, ces données peuvent leur faciliter la tâche quant à la planification des aspects environnementaux du développement rural. Si la durabilité de l'environnement fait partie des grands objectifs du développement rural, la réduction de la pauvreté est habituellement le but principal, d'où le besoin de viser la protection de l'environnement autant que la croissance économique, le développement local et l'augmentation de la production agricole.

CONCLUSION

De ce double statut proviennent les difficultés rencontrées par l'analyse des politiques à se faire reconnaître comme discipline scientifique à part entière. Nécessairement pluridisciplinaire, elle se heurte inévitablement aux savoirs académiques qui prétendent déjà répondre aux questions qu'elle pose.

Le Comité des Régions insiste pour que les autorités locales et régionales soient associées à la préparation, à la mise en œuvre et au suivi des programmes, en application du principe de subsidiarité et comme le précise le règlement général sur les Fonds structurels. Ce partenariat décentralisé, fondé sur l'approche « bottom up », doit être mis en œuvre d'une manière forte et démocratique, car il est la garantie d'une meilleure efficacité pour la création d'emplois. La compétitivité et les politiques générales des régions et le développement durable sont en bonne marche.

Le partenariat vertical au sein de l'Union européenne doit être élargi aux collectivités locales et régionales, afin de permettre une répartition plus large et plus équitable des compétences. Dans le même temps les collectivités locales et régionales doivent aussi être associées à la programmation régionale horizontale, à travers une répartition plus claire et plus concrète des pouvoirs de décision.

ACRONYME

- ❖ **CE: Communauté Européenne**
- ❖ **CR: Commune rurale**
- ❖ **CTD : Collectivité Territoriales Décentralisées**
- ❖ **DSRP : Document Stratégique pour la Réduction de la pauvreté**
- ❖ **FMI: Fonds Monétaire International**
- ❖ **MAP: Madagascar Action Plan**
- ❖ **NPD : Nouveaux Pays Développés**
- ❖ **NPI: Nouveaux Pays Industrialisés**
- ❖ **OCDE : Organisation sur le Commerce et le Développement Economique**
- ❖ **ONG : Organisation Non Gouvernementale**
- ❖ **PED: Pays En Développement**
- ❖ **PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement**
- ❖ **PVD : Pays en Voie de Développement**
- ❖ **PRD: Plan Régional de Développement**
- ❖ **PRDR: Plan Régional de Développement Rural**
- ❖ **PSDR : Projet de Soutien de Développement Rural**
- ❖ **UE : Union Européenne**

BIBLIOGRAPHIE

- « **Démocratie directe** », Yannis PAPA DOPOULOS Collection politique comparée
- « **Division des politiques régionales** » J.E BEDDOE, Departement of economic affairs, Royaume Uni
- « **L'Analyse des politiques publiques** », Pierre MULLER Editions Montchrestien, Paris 1998
- « **Le système politique français** » Yves Mény Edition Montchrestien, PUF 1990
- « **Les entrepreneurs ruraux** », F. Gerboux et A. Faure, Harmattan, Paris 1989
- « **Les nouvelles stratégies internationales de lutte contre la pauvreté**, Jean Pierre CLING, ECONOMICA 2002
- « **Les politiques publiques** » Pierre Muller, PUF 1998
- « **Nouvelle gestion publique** », Marc Hufty Collection Enjeux, PUF 2001
- « **Réduction de dette et pauvreté** », RAFFINOT M. 2000

RESUME ANALYTIQUE :

Nom : RAZAFIMAHATODY

Prénoms : Marys Galiste

Titre : ANALYSE DES POLITIQUES PUBLIQUES DE DEVELOPPEMENT :
L'exemple du Plan Régional de Développement (PRD) de la Région d'Itasy

Nombres de pages : 52

Nombres de tableaux : 12

Spécialité : DEVELOPPEMENT RURAL, POLITIQUE PUBLIQUE

RESUME :

L'idée maîtresse de la stratégie proposée est de veiller à ce que les préoccupations en matière de développement rural soient correctement abordées dans l'analyse de la pauvreté d'un pays et intégrées dans la conception et la mise en œuvre de toutes les politiques publiques et les politiques de développement. Elles devraient aussi être reflétées dans le budget du gouvernement et dans les services fournis par le secteur public. La stratégie est axée sur les objectifs mentionnés et déterminés, sur les axes stratégiques y afférents et ainsi que les pistes d'action.

Le développement constitue un défi permanent. La Région ITASY est prête à le relever. Le présent PRD constitue un outil pour le concrétiser avec la présence du MAP. Avec la ferme volonté de dépasser le stade d'actions dispersées et ponctuelles, la Région ITASY a pris comme option l'élaboration de ce Plan Régional de Développement dans le but de mieux structurer et coordonner les actions.

Mots clés : pauvreté, politique publique, plan régional de développement, behavioriste, potentialité, vision de développement, priorisation, piste d'action.

Encadreur : Monsieur RAVELOMANANA Mamy Raoul

Adresse de l'auteur : Lot VS 54 FMA Bis Ambolokandrina , Tanà 101,

Téléphone : 032 41 139 83